

ATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/478
18 mai 1970

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

DOCUMENTS OFFICE

FILE COPY

NO TO BE TAKEN OUT

RAPPORT D'UNE MISSION DE COOPERATION ECONOMIQUE DE LA CEA
EN AFRIQUE DE L'OUEST

M70-1027

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>
A. INTRODUCTION	1 - 2
B. SITUATION ACTUELLE DES GROUPEMENTS INTERGOUVERNEMENTAUX	3 - 11
C. REACTIONS AUX PROPOSITIONS DU COMITE EXECUTIF .	12 - 29
D. CONCLUSION	30
E. RESUME	31 - 42

ANNEXES

- I LISTE DES PERSONNES INTERROGEEES LORS DE LA MISSION
EN AFRIQUE DE L'OUEST
- II LISTE DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
EN AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT D'UNE MISSION DE COOPERATION ECONOMIQUE DE LA CEA EN AFRIQUE DE L'OUEST

A INTRODUCTION

1. A sa première et à sa deuxième réunion (en 1969), le Comité exécutif a proposé que "compte tenu de la contiguïté géographique et de la nécessité de veiller à ce que ces groupements soient compacts et constitués en fonction des réalités économiques, on pourrait créer sept sous-régions au lieu des quatre qui existent actuellement". Le Comité a en outre recommandé qu'après l'établissement d'une liste de toutes les organisations intergouvernementales "des consultations soient engagées pour déterminer de quelle manière ces organisations pourraient être développées et renforcées afin de pourvoir aux besoins de la coopération économique sous-régionale"^{1/}. On lira ci-après un rapport sur les conclusions et les observations auxquelles ont donné lieu la première série de ces négociations; une mission de quatre fonctionnaires en avait été chargée, à savoir : M. P. Rajaobelina, Secrétaire exécutif adjoint (chef de mission), MM. K.K. Apeadu, Baba Kassé et P. Placktor, également du secrétariat de la CEA. Cette mission a visité dix pays africains entre le 4 avril et le 9 mai^{2/}.

2. Le temps disponible étant limité, la mission n'a pu visiter que dix des quatorze pays de la sous-région; elle a eu des entretiens avec les gouvernements comme avec certains des organes intergouvernementaux. Avec les gouvernements, les entretiens ont eu lieu à trois échelons : officiel, ministériel et Chefs d'Etat et de Gouvernement. Quant aux institutions intergouvernementales, elles ont été représentées dans tous les cas par leurs fonctionnaires des rangs supérieurs. Tous les interlocuteurs de la mission de la CEA, sans exception, se sont montrés désireux de faire connaître leurs conceptions au sujet des problèmes auxquels ils se heurtent à l'occasion des efforts qu'ils déploient dans le sens de la coopération économique dans la sous-région en

^{1/} Rapport sur la deuxième réunion du Comité exécutif, E/CN.14/462.

^{2/} L'itinéraire de la mission et les personnes rencontrées font l'objet de l'annexe I.

général, de même que les attitudes doctrinales particulières de leurs gouvernements et de leurs institutions respectives en face des diverses questions qui se posent. La mission tient à indiquer dans le présent rapport combien elle a été sensible à l'assistance qui lui a été apportée par ce moyen et à d'autres occasions.

B. SITUATION ACTUELLE DES GROUPEMENTS INTERGOUVERNEMENTAUX

3. La sous-région de l'Afrique de l'ouest, telle qu'elle est actuellement constituée, outre qu'elle est une des plus importantes du point de vue du nombre de ses membres^{1/} dans le cadre de la CEA, possède aussi, et de beaucoup, le plus grand nombre d'organisations intergouvernementales^{2/} vouées à la coopération économique et aux mesures à prendre dans ce domaine. Toutes les formes d'associations y sont représentées : il y a les institutions dont les activités se limitent à un unique produit agricole (par exemple, le Conseil africain de l'arachide, l'Alliance des producteurs de cacao, l'Organisation interafricaine du café), l'objectif primordial dans chaque cas étant l'amélioration des conditions de la commercialisation. Une autre forme de groupement par produit est représentée par l'Association pour le développement de la culture du riz en Afrique de l'ouest, qui doit être organisée en fonction des besoins particuliers des pays en tant que consommateurs, lesquels ne cherchent pas tellement à obtenir des conditions d'achat plus favorables, mais plutôt à développer directement leurs propres sources intérieures d'approvisionnement et à améliorer les systèmes de distribution dans la sous-région. Des réalisations analogues se font jour dans le domaine de la production et de la consommation de la viande. Comme on le sait, les associations du premier genre comprennent des membres situés géographiquement dans d'autres sous-régions, comme aussi à l'extérieur de l'Afrique. Une autre catégorie de ces groupements économiques possède un appareil consultatif intergouvernemental très élaboré qui fonctionne aux trois échelons habituels :

1/ Les membres de la sous-région de l'Afrique de l'ouest sont les suivants : Mauritanie, Sénégal, Guinée, Mali, Gambie, Sierra Leone, Libéria, Côte-d'Ivoire, Ghana, Haute-Volta, Togo, Dahomey, Nigéria et Niger.

2/ Voir annexe II.

fonctionnaires et techniciens, ministres et Chefs d'Etat et de Gouvernement. Comme il était à prévoir, du fait qu'elles font intervenir les plus hautes autorités politiques des pays membres, ces associations sont bien placées pour recevoir en faveur de leurs programmes tous les appuis nécessaires.

4. Le commerce a donné lieu aussi à de nombreux accords qui pourvoient à la création d'institutions consultatives d'une forme ou d'une autre, mais, dans la sous-région, ces institutions se révèlent particulièrement fragiles, en raison des différences entre les systèmes monétaires, de l'inconvertibilité de certaines des monnaies et de la nature rudimentaire de la production, ce qui se traduit par le fait que les économies sont très peu complémentaires. En bref, les échanges commerciaux ne constituent pas encore une base solide pour la coopération économique dans la sous-région de l'Afrique de l'ouest, parce que cette sous-région se révèle incapable de surmonter les problèmes qu'implique le partage des avantages et qu'elle tend à polariser le développement, au détriment des pays les moins développés. Si l'Union douanière des Etats de l'Afrique de l'ouest (UDEAO) ne s'est pas effondrée complètement, la raison principale à retenir doit donc être trouvée dans une force unique de cohésion, procédant de traditions historiques communes remontant à la période coloniale, s'appuyant solidement sur une langue commune et sur des institutions économiques et sociales communes, telles que l'Union monétaire de l'Afrique de l'ouest, le Comité interafricain d'études hydrauliques et plusieurs autres organisations. Comme indiqué ci-après, la mission a été invitée à rechercher des moyens permettant d'exploiter encore davantage cet élément pour le renforcement du mouvement de coopération économique dans la sous-région.

5. Dans la sous-région, les systèmes consultatifs intergouvernementaux prennent une forme prédominante, à savoir le système fondé sur l'exploitation commune ou coordonnée des ressources hydrauliques et les entreprises correspondantes de mise en valeur. Les trois groupements les plus saillants sont la Commission du fleuve Niger, la Commission du bassin du Tchad et l'Organisation des Etats riverains du Sénégal (OERS). Le premier groupement comprend neuf membres, contre quatre pour chacun des deux autres; le premier et le deuxième groupement possèdent des membres qui appartiennent à la sous-région de l'Afrique du centre. Du fait qu'ils ont leur source et leur cours

supérieur dans les régions montagneuses et qu'ils traversent les régions intérieures arides et semi-arides, les fleuves offrent des possibilités extrêmement favorables quant au développement coordonné des pays aux économies complémentaires.

6. A l'époque où la mission se trouvait sur place, la Communauté économique de l'Afrique de l'ouest envisagée n'avait pas encore été instituée, les gouvernements de la sous-région en étant encore au stade de l'examen et des observations. On donnait alors à entendre que la conférence à convoquer pour l'examen approfondi du traité et sa signature aurait lieu dans quelques mois. En revanche, d'importants travaux étaient activement en cours dans la plupart des divers organes intergouvernementaux déjà créés. Par exemple, l'Organisation commune Dahomey-Niger et l'Organisation dite Sénégalie pour suivaient à un rythme régulier conférences et signatures de décisions, la Sénégalie toutefois n'en étant encore qu'au début de l'exécution dans le cas des décisions relatives à l'harmonisation des régimes douaniers, la coopération culturelle, etc.. De même de nombreuses rencontres bilatérales avaient lieu, concernant souvent les échanges commerciaux.

7. Un rapport, publié peu de temps avant l'arrivée de la mission et consacré aux possibilités offertes à un renforcement de la coopération économique entre le Ghana et les pays du Conseil de l'Entente^{1/}, avait éveillé un intérêt certain chez tous les pays intéressés, comme la mission a pu le constater. Il est dit dans l'introduction de ce rapport que "... Le Fonds d'entraide et de garantie du Conseil des Etats de l'Entente ... désireux d'encourager la coopération et le commerce économique entre ces pays et le Ghana a demandé à la Banque africaine de développement d'examiner la possibilité d'entreprendre une étude destinée à sonder les perspectives de développement des échanges entre les six pays et à sélectionner des projets particuliers qui pourraient être exécutés sur la base d'une coopération économique multilatérale". Cette initiative des pays de l'Entente présente un certain nombre d'éléments intéressants, dont le défrichage de nouveaux terrains grâce à l'élargissement du domaine de leur coopération. Il y a lieu de faire observer toutefois que

^{1/} A Study of Possibilities for Economic Co-operation between Ghana, Ivory Coast, Upper Volta, Niger, Dahomey and Togo, EIU and SEDES, Vols. 1-3, janvier 1970.

cette possibilité était prévue dans le protocole d'association de l'Organisation. Cette initiative confirme aussi la théorie selon laquelle toute entreprise internationale de coopération, même si sa portée est très restreinte au départ, doit être accueillie favorablement comme étant une base sur laquelle des efforts plus ambitieux peuvent être fondés. Alors que la mission était sur place, les gouvernements intéressés avaient déjà engagé des entretiens préliminaires sur les propositions formulées dans le rapport et, déjà, il apparaissait que les réactions, de tous côtés, étaient positives.

8. Dans le cas de l'OERS, la mission a pu constater également une détermination analogue tendue vers le désir de progresser au-delà des modestes premiers pas faits sur la voie de la coopération internationale. Considérant les choses bien au-delà de l'exploitation des ressources immédiates du fleuve pour le transport, l'agriculture et la production d'électricité, le Conseil des Ministres de l'OERS, réuni à Conakry en février 1970, a adopté des résolutions modifiant les statuts de l'Organisation afin de permettre que son programme soit étendu à tous les autres secteurs de l'activité économique dans les pays membres, tels que l'industrie, les transports et communications, les échanges et les paiements, l'harmonisation des lois sur le commerce, l'enseignement, la formation professionnelle, la santé publique, etc..

9. De même, l'Union douanière des Etats de l'Afrique de l'ouest (UDEAO) est appelée à être réorganisée pour lui permettre d'atteindre son unique objectif (à savoir l'expansion des échanges commerciaux) dans des conditions plus efficaces; à ce propos des propositions ont été formulées pour préconiser une forme plus élaborée de coopération économique. Après avoir étudié un rapport spécial sur la question^{1/}, établi à son intention sur sa demande, l'Organisation a fait à Bamako, alors que la mission était sur place, un autre pas important en avant, les représentants des pays membres décidant à

^{1/} La création d'une organisation de coopération industrielle, économique et douanière entre les Etats membres de l'Union douanière des Etats de l'Afrique de l'ouest (inédit), J.E. Davis.

cette occasion d'énoncer dans un protocole leur proposition préconisant la transformation de l'organisation actuelle en une Union douanière et économique. Il appartient donc maintenant à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'approuver officiellement cette proposition, ce qu'elle pourrait faire ultérieurement dans le courant de l'année.

10. Dans le cas de la Commission du bassin du Tchad également, des indices donnent à penser qu'elle progresse vers la phase suivante de la coopération, au-delà de l'exploitation immédiate du lac et des terres environnantes. Déjà des projets portant sur le domaine nouveau des télécommunications sont élaborés; la mission a en outre obtenu des informations selon lesquelles les autres secteurs de l'économie tout entière des pays membres allaient être englobés dans les programmes et les activités de la Commission et qu'il s'agissait d'une question de temps. Le moment est venu, manifestement, pour les Etats membres de conclure des accords dans les domaines des échanges et des paiements, des droits de douane, des conventions de transit, de la surveillance des frontières en vue de l'élimination de la contrebande, des politiques fiscales, etc.. La Commission du fleuve Niger, qui partage avec la Commission du bassin du Tchad la particularité de comprendre à la fois des membres d'expression française et des membres d'expression anglaise, ne parvient que plus lentement à ce stade, en raison des difficultés qu'implique la domestication du fleuve. Le cours supérieur, qui prend fin au niveau du delta intérieur au milieu du fleuve au Mali, est différent du cours inférieur, en aval de Torsaye, qui était jadis un cours d'eau distinct; les régions correspondantes sont en fait tellement éloignées que l'intégration effective de leur mise en valeur donne lieu à des problèmes difficiles.

11. En même temps que la tendance s'oriente vers les groupements axés sur une coopération englobant tous les domaines, le mouvement en faveur des associations vouées à une fin particulière unique conserve son dynamisme. Peu avant l'arrivée de la mission, par exemple, les pays africains membres d'Afrique ont lancé une association ayant pour objet de stimuler le tourisme et le développement hôtelier (Hotafric), en même temps qu'un projet de coopération dans le domaine de la viande était en cours d'étude. En outre, alors que la mission était sur place, les gouvernements de l'Afrique de l'ouest poursuivaient des négociations en vue de la création d'une associa-

tion pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest. De même, un bon nombre d'autres associations comparables travaillaient activement, aussi bien celles dont les membres n'appartiennent qu'à la sous-région (comme l'Union monétaire de l'Afrique de l'ouest, avec la BCEAO, sa Banque centrale ou le West African Examinations Council), que celles qui comprennent des membres extérieurs à la sous-région (comme l'Alliance des producteurs de cacao, le Conseil africain de l'arachide, l'Organisation interafricaine du café). La mission a constaté avec quelque appréhension, en même temps, que la multiplicité de ces organismes sollicitait gravement l'attention et les ressources des pays membres, ce qui impliquait un taux considérable de présence aux diverses réunions, sans pour autant que la représentation soit suffisante à toutes les réunions. L'exécution des projets n'intervient souvent que bien après l'adoption des résolutions correspondantes et, dans de très nombreux cas, les contributions financières sont très en retard. En outre, l'accroissement ininterrompu de la documentation suscite une menace du même genre que celle dont commence à s'inquiéter certaines organisations internationales. Et, plus important encore, on observe que, dans de nombreux cas, les programmes se chevauchent, font double emploi, tendance qui s'accroîtra au fur et à mesure que les organisations s'écarteront, en matière de coopération économique, de quelques objectifs limités en faveur d'entreprises aux fins multiples.

C. REACTIONS AUX PROPOSITIONS DU COMITE EXECUTIF

12. Compte tenu de ce qui précède, la mission, pour s'acquitter de son mandat, a commencé par inviter tous ses interlocuteurs à considérer la question selon les principes directeurs suivants :

- a) Comme il est manifeste qu'il y a des chevauchements d'objectifs entre les groupements auxquels un pays appartient, quel est le groupement que le pays intéressé estime le plus apte à répondre à ses aspirations ?
- b) Faut-il choisir un groupement unique dans chacune des sous-régions proposées, le persuader d'ouvrir ses portes à tous les pays de la sous-région, puis adopter un programme détaillé de développement économique ?

- c) Un pays non membre appartenant à une zone d'activité d'un groupement choisi accepterait-il de solliciter son admission à ce groupement si les objectifs de celui-ci coïncident avec les aspirations du pays considéré ?
- d) Le groupement choisi serait-il disposé à accepter l'admission d'autres pays, et, le cas échéant, à quelles conditions ?
- e) Ou, à titre de solution pouvant se substituer au point b), a-t-on l'intention de continuer sur la voie de la création d'une communauté économique de l'Afrique de l'ouest qui aurait à s'occuper de tous les aspects des économies des pays appartenant aux deux sous-régions proposées ?

13. Il a été admis généralement que le Bureau sous-régional de Niamey, même quand son personnel sera au complet, ne sera pas en mesure de desservir dans des conditions suffisantes les quatorze pays membres. A cet égard, il y a lieu de signaler qu'à propos de la "création d'une deuxième sous-région" une mise en garde a été formulée, car l'expression implique une opération de cli-vage, alors que la tendance évidente dans le secteur milite en faveur d'as-sociations économiques plus larges. La mission s'est vue contrainte de pré-ciser qu'il conviendrait que tous considèrent l'affaire comme étant de caractère purement administratif, l'objectif de la séparation en deux parties étant de permettre à la CEA de dispenser plus rapidement son assistance. Il s'agit manifestement de la solution la plus acceptable; il est apparu d'ail-leurs que c'était celle pour laquelle la préférence se manifestait à travers la sous-région.

14. Trois solutions possibles ont été examinées au cours des entretiens relatifs au deuxième bureau extérieur. La première solution serait de con-server à Niamey un bureau sous-régional unique pour l'Afrique de l'ouest, et de créer un autre bureau, qui serait une succursale, dans la moitié occi-dentale de la sous-région. En deuxième lieu, on a proposé que le bureau de Niamey soit divisé en deux éléments distincts, sur une base fonctionnelle, le deuxième bureau étant établi dans la moitié occidentale et les deux bu-reaux se spécialisant dans des domaines différents. La troisième solution était de créer deux bureaux indépendants, sans qu'il soit donné à entendre

qu'il y ait nécessairement deux groupements intergouvernementaux distincts dépendant de l'un et de l'autre. Pour ce qui est de la première solution, la mission estime que la centralisation proposée, axée sur Niamey, donnerait naissance à des problèmes encore plus difficiles à résoudre que ceux qu'implique le système actuel, compte tenu du fait qu'en raison de la difficulté des communications, le bureau de Niamey continuerait à ne pas pouvoir jouer le rôle d'un relais de communication entre les pays de la sous-région et le siège de la CEA. La deuxième solution a également donné lieu à des objections, fondées sur le fait qu'elle impliquerait la nécessité pour les deux bureaux à la fois d'essayer de prêter assistance aux quatorze pays en même temps, quelles que soient les spécialisations retenues pour l'un et l'autre des bureaux, ce qui exigerait que tous les fonctionnaires voyagent sur de longues distances, comme aujourd'hui. En fait, il ne s'agirait guère que d'une amélioration par rapport au système actuel, caractérisé par le problème des frais de voyage considérables et celui de la dispersion du temps dont le personnel dispose sur une vaste superficie.

15. Il a été recommandé que le choix de l'emplacement du deuxième bureau indépendant soit subordonné à des éléments tels que la facilité des communications, l'existence de logements et de bureaux, etc.. La mission n'a pas cru devoir accepter une proposition selon laquelle un fonctionnaire de la CEA soit détaché auprès de l'Entente en tant que telle; quoi qu'il en soit, elle a estimé qu'il serait justifié qu'une succursale du bureau de Niamey soit établie à Abidjan, à partir de laquelle un haut fonctionnaire spécialiste des questions économiques de la planification pourrait établir la liaison avec l'Entente comme avec la BAD, tout en prêtant directement son concours à certains des pays dépendant du bureau de Niamey. Un système de liaison de ce genre serait particulièrement souhaitable si l'on entend que le rôle de la BAD et celui de la CEA dans le soutien de la coopération économique à travers le continent soient parfaitement complémentaires. D'ores et déjà, les études importantes de la BAD sur l'énergie et les liaisons de transport sur le continent constituent des étapes essentielles de l'élaboration d'une stratégie du développement à l'usage de l'Afrique, du modèle que la CEA s'efforce de concevoir. D'autre part, à la suite de la création de la Société internationale pour l'investissement et le développement en Afrique (SIFIDA),

la succursale d'Abidjan pourrait être utile à la BAD dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités concernant le choix des demandes d'investissements et leur instruction, en sa qualité d'organisme de gestion de la SIFIDA. Pour des raisons analogues, il conviendrait d'établir à Dakar toute succursale éventuelle du deuxième bureau sous-régional. Le choix de Dakar permettrait d'offrir à l'OERS un certain nombre des services dont elle a grand besoin, analogues à ceux que la succursale d'Abidjan pourrait dispenser en faveur de l'Entente. Cette succursale de Dakar permettrait en outre à la CEA d'avoir des contacts directs avec l'IDEP, ce qui contribuerait, dans une mesure d'ailleurs restreinte, à mettre fin à l'isolement de l'Institut, isolement qui en fait un parent pauvre par rapport à ses homologues de l'Amérique latine et de l'Asie et de l'Extrême-Orient. Afin d'éviter toute atteinte au principe de l'unité de l'Afrique de l'ouest, on a fait valoir avec insistance qu'il conviendrait que les deux sous-régions établissent entre elles des liens extrêmement solides.

16. Il est particulièrement intéressant de signaler que les gouvernements du secteur ont demandé que des efforts acharnés soient déployés pour que soit traduite en actes la décision de renforcer le personnel et les moyens financiers généraux des bureaux sous-régionaux. A cette fin, il importe qu'on n'hésite pas à recourir aux ressources extra-budgétaires, si cette solution est la seule qui soit possible dans l'immédiat. On a prié instamment la mission de bien vouloir comprendre que, si cette solution n'était pas adoptée, les bureaux sous-régionaux compris dans la structure de la CEA connaîtraient sans tarder une éclipse inévitable. La mission a retiré de ses entretiens l'impression très nette qu'il reste encore beaucoup à faire avant que la présence de la CEA dans les pays de la sous-région soit pleinement ressentie. Ce fait, qui est à l'origine, en partie, de la décision tendant à la décentralisation des activités de la CEA, conserve toute sa valeur et la mission admet que la décision à laquelle il a permis d'aboutir n'a rien perdu de son intérêt.

17. A ce propos, les gouvernements ont bien accueilli la proposition demandant l'affectation d'équipes multinationales consultatives et multidisciplinaires à la région africaine; ils ont exprimé l'espoir que les groupes soient recrutés sans tarder et qu'ils se multiplient ensuite rapidement. Ils ont

estimé que, dans la mesure où les diverses organisations intergouvernementales constituent le principal véhicule à la disposition des pays africains pour l'avancement de la coopération économique, il serait indispensable de faire en sorte que toutes ces organisations obtiennent une assistance suffisante, que se partageraient lesdites équipes et les bureaux sous-régionaux de la CEA. L'idéal serait d'affecter un bureau sous-régional ou une équipe multinationale consultative et multidisciplinaire à chacun des groupements intergouvernementaux comprenant cinq pays au maximum. La mise en garde antérieure du Comité technique a été approuvée, selon laquelle la création des équipes n'aille pas à l'encontre de la décision prévoyant le renforcement des bureaux sous-régionaux et l'augmentation de leur nombre; d'autre part les travaux des équipes devront compléter ceux des bureaux sous-régionaux dans tous les domaines.

18. Dans la mesure où le Conseil de l'Entente, l'OERS, la Commission du bassin du Tchad et l'UDEAO préparent tous, dans les conditions indiquées plus haut, un élargissement de leurs activités au-delà des objectifs étroits qui sont les leurs actuellement, il est inévitable qu'il y ait entre eux de nombreux chevauchements et doubles emplois. Toutefois, le Conseil, l'OERS et la Commission du bassin du Tchad sont intérieurement plus étroitement "structurés" que l'UDEAO et, dans l'ensemble, ils font preuve d'un dynamisme plus grand. Plusieurs raisons sont avancées pour cette situation, celles qui reviennent le plus souvent étant leur "concentration", la facilité plus grande avec laquelle les projets peuvent y être choisis, qui répondent à la fois aux intérêts de tous leurs membres. De même le nombre restreint de leurs membres facilite les discussions; en règle générale, en raison d'une certaine cohésion, il leur est plus facile d'arriver rapidement à un accord sur les divers sujets proposés à tous les niveaux de la consultation. La mission a constaté qu'ils ont tous défini des zones satisfaisantes d'expansion, avec une imagination et un dynamisme suffisants pour éviter que ces zones ne deviennent pas autre chose que de simples flots de développement. On a fait remarquer à la mission à ce propos que l'UDEAO et la Commission du bassin du Tchad, du fait qu'elles englobaient les zones géographiques des trois autres groupements, pourraient sans doute constituer des ponts entre eux et réduire toute tendance à "l'esprit de clocher", l'assurance

étant ainsi fournie que les pays ne perdront jamais de vue la notion plus vaste de Communauté de l'Afrique de l'ouest. Dans ces conditions, aucun enthousiasme ne s'est manifesté en faveur d'une réduction de l'importance de ces grands groupements, tous reconnaissant néanmoins les dépenses considérables qu'implique leur fonctionnement.

19. A l'heure actuelle, la plupart des groupements se limitent aux pays d'expression française; si en principe, nul ne voit d'objection à l'admission de pays anglophones, les avis sont partagés quant à l'opportunité immédiate de cette démarche. Comme indiqué précédemment, l'Entente, ces derniers mois, a pris l'initiative dans ce domaine en présentant à l'examen, sous les auspices de la BAD, des propositions concernant la possibilité de resserrer les liens d'association entre ses membres, d'une part, et entre ses membres et le Ghana, d'autre part. Il s'agit, en fait, d'une attaque nouvelle et audacieuse prononcée contre un problème que les six pays intéressés, au cours des dix dernières années, n'ont abordé que fragmentairement, en dehors de toute méthode. En ce qui concerne le groupe de l'OERS, on y décèle des indices très nets d'un désir d'associer plus étroitement la Gambie aux activités de l'organisation, pour ensuite intégrer les programmes et politiques de la Sénégalie dans le cadre de l'OERS. La mise en place d'institutions de coopération tend à se faire selon des bases linguistiques et culturelles, même dans le cas des entreprises de coopération à fin unique. Il en est ainsi dans le cas d'Air Afrique (la plus importante des compagnies aériennes multinationales du continent aujourd'hui) et des multiples autres institutions économiques et sociales que l'OCAM a inspirées à des fins de coopération parmi les pays francophones. En ce qui concerne les pays d'expression anglaise, le West African Examinations Council reste le plus saillant des quelques exemples de regroupements analogues.

20. Certaines des personnes rencontrées se sont révélées tellement convaincues de la force des liens communs, linguistiques et historiques comme moteurs de la coopération économique au sein de la sous-région qu'elles ont formulé une proposition très sérieuse préconisant une refonte des anciennes institutions communes des pays d'expression anglaise. On a avancé que l'ancien esprit d'équipe pourrait être rapidement ressuscité pour soutenir les institutions communes remises à neuf dans les domaines du transport

aérien, de la production agricole et de la protection des plantes, des recherches en matière de construction, des maladies humaines et des épizooties, comme de l'harmonisation des politiques monétaires, fiscales et commerciales. La conclusion de cette thèse, c'est que, dès que des institutions analogues de ce genre existeront dans les pays appartenant aux deux blocs linguistiques principaux, elles faciliteront les négociations tendant à la création de la Communauté économique de l'Afrique de l'ouest.

21. Cette thèse bénéficie d'un appui assez étendu, en raison du fait que, selon l'opinion générale, dans les domaines des lois sur le commerce, des politiques fiscales et monétaires, comme des doctrines économiques et de la gestion des affaires économiques, des pays extrêmement éloignés mais appartenant au même groupe linguistique ont en commun beaucoup plus que deux pays voisins, mais appartenant à des groupes linguistiques différents. Ce phénomène se trouve encore renforcé par les différentes affiliations politiques et économiques que les deux groupes ont conservées à l'extérieur de la sous-région, en dépit de l'affaiblissement de ces liens dans la plupart des cas après l'indépendance. On avance également que, toute mesure tendant à stimuler la coopération économique sans être incompatible avec la notion d'une communauté économique plus large intéressant l'Afrique de l'ouest et ultérieurement le continent tout entier, mérite d'être encouragée. On a fait valoir, toutefois, que la proposition risque d'élargir, au début tout au moins, la séparation qui existe dans le mouvement de coopération économique dans ce secteur. En outre, comme l'édification d'entreprises et d'institutions de coopération viables demande du temps, l'adoption de cette solution risque de retarder le moment où sera atteint l'objectif qu'est la création d'une Communauté économique de l'Afrique de l'ouest. Comme l'a fait remarquer un haut fonctionnaire, rien ne permet d'affirmer que les obstacles politiques qui se dressent sur la voie de la coopération puissent être dans une certaine mesure plus faciles à surmonter si une telle formule est appliquée.

22. D'autre part, si la complémentarité qui existe dans la sous-région entre les zones côtières et les zones sans littoral offre des possibilités uniques de coopération économique, en fait cette complémentarité en soi est un argument contre cette formule, étant donné que les pays sans ouverture sur la

mer appartiennent au groupe francophone, alors que leurs voisins côtiers directs sont anglophones. A l'heure actuelle, comme ces pays sans littoral n'ont pas de pôles de croissance d'importance et de richesses suffisantes autour desquels ils pourraient édifier leur économie nationale, ils n'ont pas la possibilité de s'engager dans des programmes importants d'industrialisation, par leurs propres moyens, sans disposer de débouchés assurés. Pour eux, le meilleur moyen de s'en sortir est la coopération économique avec leurs voisins maritimes. Il y a à considérer d'autre part les possibilités d'échanges importantes qui existent déjà entre les deux zones. En conséquence, une solution "moyenne" fondée sur les considérations linguistiques pose des problèmes plus graves qu'elle n'en résoud, en sorte que la proposition doit être abordée avec prudence. En même temps, il était admis sans réserve qu'aucun effort ne devait être épargné pour abattre la barrière des langues, laquelle est un obstacle fort loin d'être insignifiant aux relations économiques et sociales dans la sous-région.

23. On se trouve donc ramené à la question de l'élargissement des institutions actuelles de coopération, quelles que soient leurs divergences linguistiques et autres, ce qui implique la nécessité de prendre des décisions quant aux conditions à prévoir pour l'admission de nouveaux membres. Il est réconfortant de constater que tous ceux qui ont été rencontrés ont admis qu'il était souhaitable d'admettre de nouveaux membres dans les groupements intergouvernementaux sans aucune discrimination. Cette attitude apparaît peut-être sous son jour le plus significatif dans une lettre adressée récemment par le Comité interafricain d'études hydrauliques (dont les membres sont exclusivement des pays francophones) au Nigéria, au Ghana, à la Sierra Leone, au Libéria et à la Gambie, lettre où l'on pouvait lire : "Le souhait réel de tous les membres du CIEH, c'est, malgré les obstacles linguistiques, de voir tous les Etats qui s'intéressent directement à nos recherches devenir membres du Comité". Dans la quasi-totalité des cas, cependant, cette admission réclamerait une période de patientes négociations. En ce qui concerne l'UDEAO et l'OERS, les responsables ont indiqué que leur opinion réfléchie était qu'il serait préférable de réorganiser ces deux organisations en fonction des souhaits des membres actuels et ainsi mettre de l'ordre dans la maison avant de considérer la possibilité d'admettre de nouveaux membres.

C'est ainsi qu'on a appris que des entretiens étaient en cours sur un accord de paiements et une monnaie commune au sein de l'OERS, pour laquelle le problème de la différence des systèmes monétaires constitue, comme nul ne l'ignore, un obstacle important aux échanges. Selon les informations, l'OERS et l'UDEAO se préoccuperaient aussi de rechercher un système équitable de répartition des gains et des avantages, dont l'absence menace déjà la cohésion de ces groupements. Les tenants de cette thèse poursuivent en soutenant que, quelle que soit la formule qui pourrait se révéler applicable dans le cas d'une association plus large, les chances seraient plus grandes si, les associés pouvaient se prévaloir d'une tradition de négociation dans les limites d'un cadre bien établi.

24. On a également indiqué à plusieurs reprises à la mission que le statut d'association pour les nouveaux venus au sein des groupements existants pourrait se présenter, particulièrement les premières années, sous une forme plus réaliste que la qualité de membre de plein droit, étant donné que les projets liés étroitement aux bassins fluviaux (irrigation et transport, par exemple) pourraient ne pas présenter un intérêt direct pour des pays éloignés de plusieurs centaines de kilomètres. L'association ou un statut de membre partiel représenterait un stade préparatoire nécessaire; bien que le processus de consultation puisse être ralenti par la nécessité constante pour les ministres de renvoyer les choses à leurs chefs d'Etat et de Gouvernement, le système possède intrinséquement l'aptitude à poser des fondations solides de bonne volonté et de confiance entre des pays dépourvus de toute tradition ancienne de coopération active. La réussite des groupements actuels est directement proportionnelle au degré d'entente amicale qui existe entre les gouvernements membres; à ce propos, une mise en garde a été formulée à l'adresse de la mission, à savoir qu'il serait contraire aux réalités de sous-estimer l'importance du facteur politique chaque fois qu'il est question d'étudier un système consultatif parfaitement intergouvernemental.

25. Dans certains cas (par exemple, Ghana et Entente, Gambie et OERS), l'entreprise consistant à établir des contacts étroits entre les gouvernements actuels et les pays extérieurs a progressé fort avant et il est peu probable qu'il y ait retour en arrière. Toutefois, il n'est pas tout à fait clair

de savoir si les pays qui ne bénéficient d'aucun contact officiel (hors les échanges commerciaux) avec les trois groupements aux liaisons étroites estiment que des perspectives immédiates de relations plus étroites sont possibles avec les plus proches d'entre eux. Ces pays non membres n'ont d'ailleurs manifesté aucun enthousiasme particulier en faveur de leur admission à l'UDEAO et pour certains cas, on a indiqué à la mission qu'il pourrait être justifié de tendre à une communauté de l'Afrique de l'ouest plus étendue. La mission est convaincue, toutefois, que l'attitude des pays intéressés est appelée à se modifier si, comme il est à craindre, le groupe régional ouest-africain ne parvient pas rapidement au stade des réalisations concrètes.

26. Dans tous les cas où des négociations sont nécessaires au sujet de l'élargissement des objectifs ou de la composition des groupements plus restreints choisis ou de la création de la grande communauté, le concours de l'OUA comme de la CEA peut se révéler inestimable. La plupart des représentants des gouvernements ont indiqué qu'ils avaient le sentiment que les grandes organisations embrassant le territoire géographique des trois plus modestes (OERS, Commission du bassin du Tchad et Entente) pourraient par la suite contribuer à maintenir l'idée de la grande communauté et que, dans ces limites, l'OUA et la CEA pourraient leur apporter leur assistance. Outre les pays appartenant aux trois groupements restreints, ceux qui n'en sont pas membres ont indiqué qu'ils étaient disposés à poursuivre le mouvement sur la voie d'une coopération plus large par des moyens tels que la création d'entreprises de coopération à fin unique dans tous les secteurs, sur une base intéressant l'ensemble de l'Afrique de l'ouest, chaque fois que la possibilité s'en présenterait. Cette attitude explique l'intérêt général manifesté pour l'Hotafric, la NARDA, le projet de la viande et autres entreprises analogues.

27. Une question se dégage naturellement de ce qui précède : Dans quel délai une communauté économique de l'Afrique de l'ouest entrera-t-elle dans la réalité ? La mission n'a pu obtenir aucune réponse précise à cette question, mais elle a appris que les pays poursuivaient leurs efforts sans relâche dans le sens de la création de la communauté. A vrai dire, si la première mesure nécessaire au lancement de la communauté est que les quatorze pays

aboutissent à un accord unanime sur les clauses du traité, le retard apparaît tellement long que l'opinion se répand de plus en plus selon laquelle il conviendrait de créer cette communauté dès qu'un nombre "représentatif" de pays auraient signé le traité. Il s'agirait d'ailleurs d'un processus analogue à celui qui est généralement adopté pour le lancement d'associations appelées à comprendre de très nombreux membres. Pour prendre une décision au sujet de ce que serait le "nombre représentatif", il serait préférable qu'il s'agisse de membres appartenant aux groupements existant déjà dans le secteur. Il est manifesté que ce noyau existe déjà dans le groupe régional ouest-africain^{1/} créé à Monrovia en 1968.

28. Conscients des difficultés auxquelles donne lieu la création d'une grande communauté, les pays de l'Afrique de l'ouest visités par la mission ont tous manifesté, sans exception, une répugnance certaine à dissoudre l'une ou l'autre des multiples institutions intergouvernementales qui existent actuellement. Alors que les gouvernements, au cours de tous les entretiens, ont admis la nécessité d'une rationalisation des groupements, ils ont donné l'impression que les inconvénients du système actuel étaient largement dominés par les avantages qui pourraient découler de la possibilité de consultations à différentes rencontres. Ces avantages permettent de maintenir à la surface le principe de la coopération dans ce secteur; comme on pouvait en déduire de certaines des observations faites à la mission malgré la multiplicité des organes intergouvernementaux de coopération rassemblant des membres différents, il pourrait fort bien n'y avoir aucune chance de dialogue sur les questions économiques entre certains pays de la sous-région. Il y a lieu aussi de se rappeler que ces groupements marquent des étapes importantes du mouvement orienté vers l'unité économique de la sous-région de l'Afrique de l'ouest, qui finira par intervenir à la longue. En fait, le Nigéria et le Niger formant pont entre l'Afrique de l'ouest et l'Afrique du centre par leur appartenance à la Commission du bassin du

^{1/} Membres : Guinée, Libéria, Mali, Mauritanie, Sénégal, Haute-Volta, Gambie, Ghana et Nigéria.- voir communiqué final, CSI/HSWA/Doc.12/Rev.1.

Tchad, cette méthode des groupements plus restreints pourrait ouvrir la voie régulièrement, quoique lentement, vers l'unité complète en matière économique de la totalité du continent également.

29. La progression à partir des trois groupements restreints vers le groupe régional pourrait être facilitée par la création rapide d'un secrétariat permanent et l'établissement de la part de ce dernier de contacts étroits avec tous les gouvernements comme avec les groupements intergouvernementaux. Il est possible que la méthode des projets sélectifs actuellement appliquée en dehors du cadre des groupements existants puisse être avantageusement prise en charge par le secrétariat du groupe régional, qui établirait ainsi progressivement des contacts communs parmi les quatorze pays sans exception. Tant que tous les groupements subsistent, certains même prenant plus d'importance, toutefois, le problème de la rationalisation prendra aussi une importance de plus en plus grande. Si une solution directement réalisable est attendue, on laissera à la CEA le soin de rechercher toutes les résolutions pertinentes et de les comparer entre elles, comme aux siennes propres comme elle n'a pas cessé de le faire d'ailleurs. Il lui faudrait alors éliminer les doubles emplois et jouer le rôle directeur pour réaliser l'harmonisation de tous les programmes de travail avec ceux de la CEA.

D. CONCLUSION

30. Au cours des dix dernières années, les pays de la sous-région de l'Afrique de l'ouest qui ont été visités n'ont pas cessé, inlassablement, de chercher des moyens institutionnels possibles pour instaurer la coopération économique. Les problèmes politiques se sont révélés parfois être des obstacles importants, mais l'apparition de groupements intergouvernementaux actifs témoigne non seulement de la reconnaissance généralisée des avantages de la coopération économique, mais aussi de la volonté déterminée de surmonter tous les obstacles, politiques aussi bien qu'économiques et sociaux. L'idée du groupe régional ouest-africain, plus étoffé, continue à stimuler la réflexion et la planification dans le secteur et les gouvernements sont résolus à n'épargner aucun effort pour qu'elle se traduise dans les faits. Les groupements actuels, restreints comme importants, sont tous considérés comme des étapes vers cet objectif. La création d'un deuxième bureau sous-régional interviendrait certainement pour affirmer encore cette cause; l'OUA et la CEA, comme prévu par le Comité exécutif, pourraient apporter un précieux concours pour le renforcement des groupements existants, comme aussi pour accélérer leur progression vers l'idéal plus large. Au-delà du groupe régional ouest-africain surgit la fin plus grande encore d'une coopération économique plus étroite à travers le continent africain tout entier; les réalisations dont l'Afrique de l'ouest est le théâtre prouvent amplement que les pays sont résolus à oeuvrer également dans ce sens.

E. RESUME

31. La proposition préconisant la création d'une deuxième sous-région en Afrique de l'ouest n'est pas jugée acceptable en tant que telle par la majeure partie des pays consultés. On insiste pour que toute mesure qui semblerait, même de très loin, compromettre la notion de l'unité des quatorze, unité qui n'a pas cessé de donner lieu à des efforts acharnés en Afrique de l'ouest, soit découragée.

32. Toutefois, il n'y a pas d'objection à la création d'un deuxième bureau sous-régional, à partir duquel l'assistance de la CEA pourrait être acheminée rapidement vers la moitié occidentale de la sous-région de l'Afrique de l'ouest actuelle. Il conviendrait que les deux bureaux maintiennent entre eux des liens étroits.

33. La décision quant au choix de l'emplacement du deuxième bureau sous-régional devra être subordonnée à la facilité des transports et communications, à l'existence de locaux à usage de bureaux, de logements pour le personnel, comme aux autres éléments pertinents.

34. Une succursale de la CEA auprès de chaque bureau sous-régional devra être établie à Abidjan et à Dakar (au cas où cette dernière ville n'aurait pas été choisie pour l'établissement du deuxième bureau sous-régional) pour remédier aux difficultés de communications, réduire les frais de transport et offrir une assistance directe aux groupements intergouvernementaux les plus proches (Entente, OERS, BAD, IDEP, etc.).

35. La décision prévoyant un renforcement des bureaux sous-régionaux devra être traduite rapidement dans la réalité. Il conviendra aussi de recruter rapidement les équipes multinationales consultatives et multidisciplinaires de développement et d'en accroître le nombre rapidement. Ces équipes n'auront pas à supplanter les bureaux sous-régionaux; les bureaux et les équipes auront à travailler en harmonie.

36. Les bassins de fleuves et des lacs étant aujourd'hui en Afrique de l'est les éléments d'unification les plus puissants pour la coopération économique, les institutions multinationales les plus "concentrées" fondées sur ces bassins, à savoir l'OERS et la Commission du bassin du lac Tchad, méritent d'être encouragées sans réserve. De même un appui égal doit être accordé à l'Entente, en cours d'élargissement du point de vue de ses objectifs comme de sa composition.

37. L'assistance de l'OUA et de la CEA devra être facilement accordée pour toutes les négociations tendant à l'extension de ces groupements à de nouveaux domaines de coopération, au renforcement de leurs institutions et à l'admission de nouveaux membres. L'assistance de la CEA pour l'exécution

de leurs programmes de travail, en particulier dans les domaines tels que les échanges et les paiements, pour l'harmonisation du développement industriel, les politiques douanières et fiscales, sera également indispensable pendant longtemps encore.

38. L'importance du facteur politique en matière de coopération économique ne doit pas être sous-estimée dans le secteur; dans les efforts tendus vers l'élargissement de la composition des groupements intergouvernementaux choisis, il faudra s'attacher à se hâter lentement.

39. Les associations plus étoffées, englobant la totalité de la sous-région de l'Afrique de l'ouest telle qu'actuellement délimitée, doivent recevoir un appui dans la mesure où elles réduisent la tendance à l'esprit de clocher dans les groupements plus restreints.

40. Compte tenu des difficultés auxquelles a donné lieu jusqu'ici l'édification d'organisations intergouvernementales importantes, dotées d'organes consultatifs élaborés, il importe que le pragmatisme soit à la base de toute entreprise; tout effort (même limité) que déploieraient des groupes de pays pour favoriser la coopération économique devra être encouragé, dans la mesure où il n'est pas incompatible avec la progression générale vers la communauté économique plus large de l'Afrique de l'ouest, et ultérieurement du continent africain, et dans la mesure où il ne ralentit pas le mouvement.

41. Il y aura lieu d'examiner les possibilités de créer la grande communauté de l'Afrique de l'ouest quand un nombre "représentatif" de pays aura abouti à un accord sur le traité. Un secrétariat permanent pourrait alors être institué et encouragé à établir des liens solides avec les groupements intergouvernementaux existants. En jouant un rôle actif pour l'établissement de projets à fin unique pour l'ensemble de l'Afrique de l'ouest, le secrétariat permanent pourrait accélérer le processus du passage des groupements restreints au groupe régional complet.

42. Si dans les conditions actuelles les pays ne manifestent aucun intérêt pour la réduction des chevauchements dans leurs institutions communes et leurs programmes de travail, le secrétariat de la CEA sera habilité à élaborer un système de rationalisation et d'harmonisation des programmes de travail des divers groupements.

ANNEX I

LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES LORS DE LA MISSION EN AFRIQUE DE L'OUEST
LIST OF PERSONS INTERVIEWED ON MISSION TO WEST AFRICA

Abidjan (Côte-d'Ivoire) - 5 - 9 avril 1970

Abidjan (Ivory Coast) - 5 - 9 April 1970

6 avril 1970

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
United Nations Development Programme (UNDP)

*M. Hans Ehrenstrale - Représentant Résident

Ministère des Affaires Etrangères
Ministry of Foreign Affairs

M. Manouan Adonit - Directeur de la Coopération internationale

M. Koffi Konan Antoine - Chef du Service de la Coopération
économique

M. Tanoé Désiré - Chef du Service de la Coopération technique

*M. Demelle - Directeur des Organisations internationales

Hotafric
Hotafric

M. Lawson - Secrétaire général

Conseil de l'Entente
Council of Understanding

*M. Paul Kaya - Secrétaire administratif du Fonds de Garantie
du Conseil de l'Entente

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

7 avril 1970

Banque Africaine de Développement (BAD)
African Development Bank (ADB)

*M. A.D. Labidi - Président p.i. de la BAD

*M. Sakka - Directeur des opérations

8 avril 1970

Divers ministères (séance de travail)
Various ministries (working group)

M. Bobi Djepa Ernest - Bureau technique de la Direction
départementale des Travaux publics, Ministère des Travaux
publics

M. Atté Aka Lambert - Directeur des Transports routiers au
Ministère des Travaux publics et des Transports

M. Alosius - Directeur adjoint du Port d'Abidjan

M. Gui Dibo Paul - Sous-directeur du Commerce extérieur

M. Porquet Joachim - Directeur des Produits, Ministère de
l'Agriculture

M. Kobena Benoit - Directeur des Aménagements ruraux,
Ministère de l'Agriculture

M. Eliaka Désiré - Directeur de l'Aéronautique civile

Ministère des Finances et de l'Economie
Ministry of Finance and Economy

*M. Konan Bédié - Ministre des Finances et de l'Economie

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

8 avril 1970 (cont'd)

Ministère d'Etat
Ministry of State

M. Auguste Denise - Ministre d'Etat, assurant l'intérim du
Président de la République absent et du Ministre des
Affaires Etrangères également absent

Niamey (Niger) - 9 - 14 avril 1970

Niamey (Niger) - 9 - 14 April 1970

10 avril 1970

Commissariat Général au Développement
Office of the Commissioner for Development

M. Abdoulaye Diallo - Commissaire Général au Développement
M. Tchamaka Yacouba - Commissariat Général au Développement
M. Lespinet - Commissariat Général au Développement
M. J. Nemo - Commissariat Général au Développement

Ministère des Affaires Etrangères
Ministry of Foreign Affairs

M. Courmo Barcougne - Ministre des Affaires Etrangères
M. Bourem Kossomi - Directeur des Affaires politiques,
économiques et culturelles

11 avril 1970

Divers ministères
Various ministries

M. Mouddour Zakara - Ministre des Finances
M. Pierre Huret - Conseiller technique au Ministère des
Affaires économiques

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

11 avril 1970 (cont'd)

Divers ministères (cont'd)
Various ministries

M. Bako - Directeur des Travaux publics

M. N'Dah Rabiou - Directeur adjoint de l'Elevage

M. A. Maréchal - Conseiller technique, chargé des Affaires de
l'UDEAO au Ministère des Finances

Présidence de la République
Office of the President

*M. Hamani Diori - Président de la République

Ouagadougou (Haute-Volta) - 14 - 18 avril 1970

Ouagadougou (Upper Volta) - 14 - 18 April 1970

14 avril 1970

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
United Nations Development Programme (UNDP)

*M. Max Dorsinville - Représentant Résident

Union Douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest (UDEAO)
West African Customs Union (WACU)

M. Amadou Tamboura - Secrétaire Général de l'UDEAO

M. Bamory Weita - Expert au Secrétariat Général de l'UDEAO

15 avril 1970

Comité Interafricain d'Etudes Hydrauliques (CIEH)
Inter-African Committee for Studies on Hydrology

M. Mayaou Gagara - Secrétaire Général

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

15 avril 1970 (cont'd)

Ecole Inter-Etats d'ingénieurs d'Equipement rural (EIER)

M. M. Raibaud - Directeur

Ministère du Plan et des Travaux Publics
Ministry of Planning and Public Works

M. Pierre Claver Damiba - Ministre du Plan et des Travaux
Publics

Ministère des Affaires Etrangères
Ministry of Foreign Affairs

M. Malick Zoromé - Ministre des Affaires étrangères

16 avril 1970

Ministère du Travail et de la Fonction Publique
Ministry of Labour and Public Administration

*M. Dominique Kaboré - Ministre du Travail et de la Fonction
publique

Ministère de la Santé, de la Population et des Affaires Sociales
Ministry of Health, Population and Social Affairs

Dr. Seydoux Traoré - Ministre de la Santé, de la Population
et des Affaires sociales

Divers ministères (séance de travail)
Various ministries (working group)

M. Gérard K. Ouédraogo - Conseiller technique, chargé des
Affaires africaines et malgaches au Ministère des Affaires
étrangères

M. Anatole Tiendrebeogo - Ministère des Affaires étrangères

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

Divers ministères (cont'd)

Various ministries

Dr. Roger Tall, Chef du Service des Industries animales

M. Charles Coulibaly - Direction du Développement rural

M. Ouattara Karamokotré - Direction du Développement rural

M. Arsène Rénard - Conseiller technique au Ministère de
l'Agriculture et de l'Elevage

M. Guy Chapoutot - Chef de Service, Direction de l'Hydraulique

14 avril 1970

Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES)
African and Malagasy Council for Higher Education

*M. Ki Zerbo - Secrétaire Général du CAMES

Présidence de la République
Office of the President

*Général Lamizana - Président de la République

Bamako (Mali) - 18 - 23 avril 1970

Bamako (Mali) - 18 - 23 April 1970

20 avril 1970

Ministère des Affaires Etrangères
Ministry of Foreign Affairs

*M. Sory Coulibaly - Ministre des Affaires Etrangères

Ministère des Finances
Ministry of Finance

*M. Tiégoulé Ouattara - Directeur du Cabinet du Ministre des
Finances et du Commerce

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

20 avril 1970 (cont'd)

Ministère du Développement Industriel et des Travaux Publics
Ministry of Industrial Development and Public Works

M. Robert N'Daw - Ministre du Développement industriel et des
Travaux publics

M. Bakary Touré - Directeur du Cabinet

Ministère de la Fonction Publique et du Travail
Ministry of Public Administration and Labour

M. Boubakar Diallo

Ministère de la Production
Ministry of Productivity

M. Zanga Coulibaly - Ministre de la Production

M. Ba Mamadou Seydou - Chef du bureau d'étude, Ministère de
la Production

M. Garamé Traoré - Conseiller technique, Ministère de la
Production

M. Mango Samaké - Ministère de la Production

M. Bakary Coulibaly - Adjoint au Chef du Service de l'Agricul-
ture

M. Joel Mandel - Génie rural

M. R. Crépin - Conseiller technique, Ministère de la Production

21 avril 1970

Divers ministères (séance de travail)
Various ministries (working group)

M. S. Cisse - Ministère des Affaires étrangères, Division de
la Coopération

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

Divers ministères (cont'd)

Various ministries

- Dr. Ibrahima Konaté - Directeur de l'Office malien du bétail
et de la viande
- M. Sidi Coulibaly - Conseiller technique - Présidence du
Gouvernement
- M. Charles Samaké - Directeur Général du Plan
- M. Kaba Camara - Chef de Service, Direction du Plan
- M. Cyr Mathieu Samaké - Direction nationale de la Géologie
et des Mines
- M. Diadié Traoré - Direction nationale des Travaux Publics
- Dr. Karim Sangaré - Conseiller technique, Ministère de la
Santé Publique
- M. Raymond Nègre - Directeur du Travail
- M. Ousmane Guindo - Direction de l'Hydraulique et de l'Energie
- M. Denis Traoré - Division des Programmes, Service du Plan
- M. Mohamed Sylla - Direction des Affaires Economiques
- M. K. Traoré - Directeur des industries
- M. Brahima Diawara - Ministère de l'Education nationale

22 avril 1970

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

United Nations Development Programme (UNDP)

- M. Dumont - Représentant Résident
- M. Thomson - Représentant Résident adjoint

Dakar (Sénégal) - 23 - 27 avril 1970

Dakar (Senegal) - 23 - 27 April 1970

23 avril 1970

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
United Nations Development Programme (UNDP)

M. Léger - Représentant Régional

Ministère de la Coopération
Ministry of Co-operation

M. Emile Badiane - Ministre de la Coopération

M. Mamadou Massamba Niang - Directeur du Cabinet

Sénégal
Senegambia

M. Seydina Oumar Sy - Secrétaire Exécutif

M. Ebou Tall - Secrétaire Exécutif adjoint

24 avril 1970

Ministère des Finances (Direction des Douanes)
Ministry of Finance (Customs Division)

M. Bara Dioukhané - Ministère des Finances

M. Tanor Thiendella Fall - Ministère des Finances

Ministère du Développement industriel
Ministry of Industrial Development

M. Daniel Cabou - Ministre

M. Oumar Ba - Ministère du Développement industriel

Premier Ministère
Office of the Prime Minister

M. Abdou Diouf - Premier Ministre

M. Mahenta B. Fall - Conseiller Technique

25 avril 1970

Organisation des Etats Riverains du Fleuve Sénégal (OERS)
Organization of the Riparian States of the Senegal River

M. Ahmet Ould Daddah - Secrétaire Exécutif

M. Salif N'Diaye - Secrétaire Général à l'Aménagement du
bassin du fleuve Sénégal

M. Massamba Diouf - Secrétaire Général aux affaires éducatives,
culturelles et sociales

M. Niambélé - Secrétariat à la Planification et au Développement
économique

Ministère des Affaires Etrangères
Ministry of Foreign Affairs

M. Amadou Karim Gaye - Ministre des Affaires étrangères

M. Ousmane Diagne - Ministère des Affaires étrangères

M. Y. Barro - Ministère des Affaires étrangères

Présidence de la République
Office of the President

M. Malamine Cissé - Conseiller technique au Secrétariat général
de la Présidence de la République

Monrovia (Libéria) - 27 - 29 avril 1970

Monrovia (Liberia) - 27 - 29 April 1970

28 avril 1970

Plan et Affaires Economiques
Department of Planning and Economic Affairs

M. Cyril Bright - Secretary of Planning and Economic Affairs

M. H.W. Yaidoo - Under-Secretary for Economic Affairs

M. Richard Magnus Morris - Research Director, Department of
Planning and Economic Affairs

Plan et Affaires Economiques (cont'd)
Department of Planning and Economic Affairs

M. D. Franklin Neal - Under-Secretary for Planning

Divers ministères
Various ministries

M. Magnus A. Jones - Secretary of Commerce and Industry

M. Taylor Major - Secretary, Public Utilities

M. Milton Gorglan - Under-Secretary, Department of Agriculture

Executive Mansion

*M. W. Tubman - President of the Republic

Accra (Ghana) - 29 avril - 2 mai 1970

Accra (Ghana) - 29 April - 2 May 1970

30 avril 1970

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
United Nations Development Programme (UNDP)

*M. Gordon Menzies - Représentant Résident

Divers ministères (séance de travail)
Various ministries (working group)

M. B.K. Mensah - Principal Secretary, Ministry of Finance
and Economic Planning

M. Charles Abakah - Ministry of Finance and Economic Planning

M. Y.G. Baeta - Ministry of External Affairs

M. Alhassan Mohammed - Bank of Ghana

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

Divers ministères (cont'd)
Various ministries

M. J. M.K. Kpakpah - Ministry of Trade

M. E.A. Nelson - Solicitor General's Office

M. E.V.A. Adjetey - Ghana Industrial Holding Corporation

West African Examinations Council

M. J.A. Cronje - Registrar

1 mai 1970

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (OAA)
Food and Agriculture Organization (FAO)

M. Moise Mensah - Directeur Régional de la FAO

Lomé (Togo) - 2 - 4 mai 1970

Lome (Togo) - 2 - 4 May 1970

2 mai 1970

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
United Nations Development Programme (UNDP)

*M. Bloch - Représentant Résident

4 mai 1970

Ministère des Affaires Etrangères
Ministry of Foreign Affairs

*M. Joachim Hunlédé - Ministre des Affaires étrangères

M. Gabriel Dodji Pedanou - Directeur des Conférences
Internationales

M. Isaac Johnson - Directeur de la Coopération économique

M. Constantin Ohiani - Ministre des Affaires étrangères

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

Ministère des Finances, de l'Economie et du Plan
Ministry of Finance, Economy and Planning

M. Jean Têvi - Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan
M. Klu-Natey - Direction du Plan
M. G. Addra - Direction du Plan
M. Pierre Dovi - Direction de l'Economie

Divers ministères
Various ministries

M. Otto Gartner - Directeur des Mines
M. G. de Villeneuve - Direction du Commerce
M. J. Brenner - Direction du Commerce
M. Jacques Koffi - Direction de l'Agriculture

Centre de Construction
Building Centre

M. Josias Kossi - Directeur
M. Hababou - Directeur

Cotonou (Dahomey) - 5 - 6 mai 1970

Cotonou (Dahomey) - 5 - 6 May 1970

5 mai 1970

Ministère des Finances et de l'Economie
Ministry of Finance and Economy

*M. E. Amah - Secrétaire Général

Ministère des Affaires Etrangères
Ministry of Foreign Affairs

*M. Winfrid de Souza - Secrétaire Général

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

6 mai 1970

Ministère de la Prospective et du Plan
Ministry of Planning and Prospecting

*M. R. Tagnon - Secrétaire Général

Organisation Commune Dahomey-Niger (OCDN)
Common Organization of Dahomey-Niger

*M. Boittiaux - Directeur de l'OCDN

Centre Panafricain de Formation Coopérative
Pan-African Centre for Co-operative Training

*M. de Young - Directeur

Lagos (Nigeria) - 7 - 9 mai 1970

Lagos (Nigeria) - 7 - 9 May 1970

7 mai 1970

Ministère du Développement Economique
Ministry of Economic Development

*M. A. Ayida -- Permanent Secretary

M. G.I. Anyia - Head, Division of Economic Affairs

M. N.A.A. Okuboyeto - Deputy Permanent Secretary

M. S.E. Odiete - Assistant Secretary, Division of Economic
Affairs

M. Alhaji Yahaya Gusau - Commissioner for Economic Development

8 mai 1970

Ministère des Finances
Ministry of Finance

*M. P.O. Ahimie - Deputy Permanent Secretary, Ministry of
Finance

* Personnalités rencontrées individuellement
Persons met individually

Ministère des Communications
Ministry of Communications

M. V.R. Sundaram - General Director, Posts and Telecommunications

M. F.B. Olokun - Senior Assistant Secretary, Ministry of Communications

Ministère des Affaires Etrangères
Ministry of Foreign Affairs

M. B.A. Clark - Deputy Permanent Secretary

M. G. Ijewese - Head, African Division

M. E.N. Oba - Economic Division

Ministère du Commerce
Ministry of Trade

M. R.I. Ettarh - Deputy Secretary

M. S.L.S. Odili Obi - Senior Assistant Secretary

M. C.O. Idokogi - Acting Principal Assistant Secretary

ANNEXE II

LISTE DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES EN AFRIQUE DE L'OUEST

1. Union douanière des Etats de l'Afrique de l'ouest (UDEAO)
 - a) Membres : Dahomé, Côte-d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Haute-Volta
 - b) Siège : Ouagadougou (Haute-Volta)
2. "Conseil de l'Entente"
 - a) Membres : Dahomey, Côte-d'Ivoire, Niger, Haute-Volta et Togo
 - b) Siège : Abidjan (Côte-d'Ivoire)
3. Organisation des Etats riverains du fleuve Sénégal (OERS)
 - a) Membres : Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal
 - b) Siège : Dakar (Sénégal)
4. Groupe régional ouest-africain
 - a) Membres : Guinée, Libéria, Mali, Mauritanie, Sénégal, Haute-Volta, Gambie, Ghana et Nigéria
 - b) Siège : (non encore arrêté)
5. Association sur le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest
(en cours de formation)
 - a) Membres : Dahomey, Gambie, Ghana, Guinée, Côte-d'Ivoire, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo et Haute-Volta
 - b) Siège : (non encore arrêté)
6. Union monétaire des Etats de l'Afrique de l'ouest (UMOA);
Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO)
 - a) Membres : Côte-d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo
 - b) Siège : Dakar (Sénégal)

7. Sénégal

- a) Membres : Sénégal et Gambie
- b) Siège : Bathurst (Gambie)

8. Organisation commune Dahomey-Niger des chemins de fer et des transports (OCDN)

- a) Membres : Dahomey et Niger
- b) Siège : Cotonou (Dahomey)

9. West African Examinations Council

- a) Membres : Gambie, Ghana, Nigéria, Sierra Leone
(le Libéria est membre associé)
- b) Siège : Accra (Ghana)

Note : En dehors des groupements ci-dessus, il existe un certain nombre d'autres organisations intergouvernementales dont les membres sont principalement des Etats africains, dont des pays de l'Afrique de l'ouest pour une proportion importante. Parmi ces organisations, seules la Commission du bassin du lac Tchad (Cameroun, Tchad, Niger, Nigéria), la Commission du fleuve Niger (Côte-d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Mali, Niger, Nigéria, Guinée, Cameroun, Tchad) et la Société de développement hôtelier et touristique de l'Afrique de l'ouest (Hôtafric) (membres : Air Afrique et les douze Etats membres d'Air Afrique) accepteraient volontiers de se prêter aux possibilités de rationalisation étudiées par la mission.